

ACCOUNT AUDIT

ERNST & YOUNG et Autres

DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2011

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

ACCOUNT AUDIT
Immeuble Les Thiers
4, rue Piroux
54048 Nancy Cedex
S.A.S. au capital de € 103.500

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Nancy

ERNST & YOUNG et Autres
Tour Europe
20, place des Halles
B.P. 80004
67081 Strasbourg Cedex
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

DLSI

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société DLSI, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables

Les notes 4.3.1 et 4.3.2 de l'annexe exposent les modalités d'évaluation des goodwill. Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables retenues. En outre, nous avons revu les données prévisionnelles et les hypothèses sur lesquelles la direction s'est fondée pour déterminer le montant de la valeur recouvrable et nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations faites par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

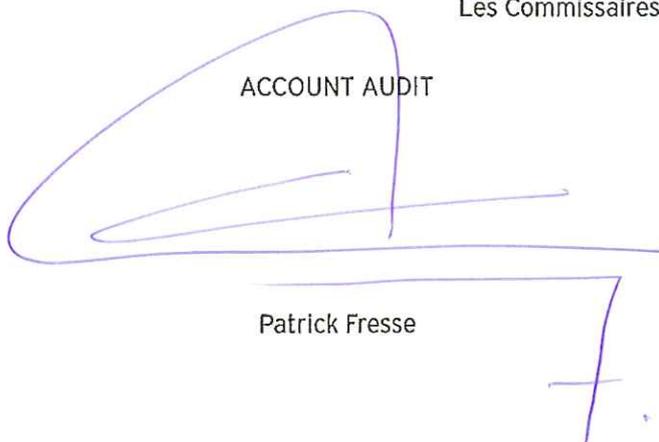
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Nancy et Strasbourg, le 26 avril 2012

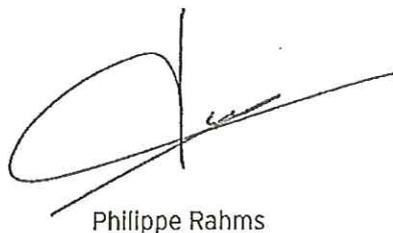
Les Commissaires aux Comptes

ACCOUNT AUDIT



Patrick Fresse

ERNST & YOUNG et Autres



Philippe Rahms

Groupe DLSI

Etat du résultat global consolidé

chiffres en euros		2011		2010	
		du 1/1/2011 au 31/12/2011		du 1/1/2010 au 31/12/2010	
		valeur	% CA	valeur	% CA
	Note				
Chiffre d'affaires		205 196 671	100,00	172 673 611	100,00
Charges externes	7.1	-11 238 658	-5,48	-9 384 248	-5,43
Charges de personnel	7.2	-185 745 128	-90,52	-156 970 396	-90,91
Impôts et taxes et versements assimilés		-3 395 365	-1,65	-2 845 488	-1,65
Dotations - Reprises des Provisions		197 783	0,10	247 566	0,14
Autres produits et charges d'exploitation	7.3	1 778 947	0,87	664 818	0,39
Résultat opérationnel avant amortissements		6 794 250	3,31	4 385 863	2,54
Amortissements		-942 250	-0,46	-742 064	-0,43
Résultat opérationnel		5 852 000	2,85	3 643 799	2,11
Produits financiers divers	7.4	14 603	0,01	11 557	0,01
Charges d'intérêt	7.4	-1 050 801	-0,51	-1 212 067	-0,70
Résultat avant impôts		4 815 802	2,35	2 443 289	1,41
Charge d'impôt*	7.5	-3 196 571	-1,56	-1 044 870	-0,61
Résultat net		1 619 231	0,79	1 398 419	0,81
<i>dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère</i>		1 459 298		1 397 040	
<i>dont attribuable aux intérêts minoritaires</i>		159 933		1 379	
Résultat net par action en Euros	7.6	0,57		0,56	
Résultat dilué par action en Euros	7.6	0,57		0,56	
Nombre d'actions		2 541 490		2 541 490	

Résultat net		1 619 231		1 398 419	
Autres éléments du résultat global de la période	7.7	107 407		-172 811	
Effet impôt des autres éléments du résultat global de la période	7.7	-35 802		123 560	
Résultat global de la période		1 690 836		1 349 168	
<i>dont attribuable aux actionnaires ordinaires de la société mère</i>		1 530 903		1 347 789	
<i>dont attribuable aux intérêts minoritaires</i>		159 933		1 379	

* Faisant suite à la réforme de la taxe professionnelle effective au 1er janvier 2010, la partie de ce nouvel impôt calculée sur la valeur ajoutée (la CVAE) a été comptabilisée en charge d'impôt à hauteur de 1 910K€ en 2011 et 811 K€ en 2010.

Groupe D L S I

Exercice clos le 31 décembre 2011

Etat de la situation financière consolidée

<i>chiffres en Euros</i>		au 31/12/2011	au 31/12/2010	Variation
ACTIF	Note			
Goodwill	5.1.1	21 991 961	21 496 508	495 453
Immobilisations incorporelles	5.1.2	2 509 810	3 061 507	-551 697
Immobilisations corporelles	5.1.3	1 055 297	984 448	70 849
Actifs financiers		43 259	3 259	40 000
Actifs d'impôts différés	7.5	54 546	478 636	-424 090
Autres Actifs non courants	5.1.5	1 199 510	1 257 384	-57 874
Total de l'Actif non courant		26 854 383	27 281 742	-427 359
Clients et comptes rattachés	5.2.1	47 540 299	50 384 097	-2 843 798
Autres créances	5.2.1	3 208 816	4 903 126	-1 694 310
Actifs financiers courant	5.2.2	0	320 000	-320 000
Trésorerie		4 383 265	6 755 334	-2 372 069
Total de l'actif courant		55 132 380	62 362 557	-7 230 177
Actifs en vue d'être cédés		0	0	0
Total de l'actif		81 986 763	89 644 299	-7 657 536

<i>chiffres en Euros</i>		au 31/12/2011	au 31/12/2010	Variation
PASSIF				
Capital		5 082 980	5 082 980	0
Réserves consolidées		11 015 521	10 352 273	663 248
Résultat de l'exercice		<u>1 459 298</u>	<u>1 397 040</u>	<u>62 258</u>
Capitaux Propres part du groupe		17 557 799	16 832 293	725 506
Intérêts minoritaires		529 983	374 477	155 506
Capitaux Propres		18 087 782	17 206 770	881 012
Provisions non courantes	6.1.1	163 662	155 308	8 354
Impôts différés passifs	7.5	243 213	102 280	140 933
Emprunts et dettes financières	6.1.2	857 581	2 238 555	-1 380 974
Passifs non courants		1 264 456	2 496 143	-1 231 687
Provisions d'exploitation	6.2.1	9 975	616 080	-606 105
Emprunts et dettes financières	6.1.2	23 005 931	24 647 908	-1 641 977
Fournisseurs et rattachés	6.2.2	2 481 038	5 576 894	-3 095 856
Dettes fiscales et sociales	6.2.2	35 408 223	37 054 497	-1 646 274
Autres dettes	6.2.2	1 729 358	2 046 007	-316 649
Passifs courants		62 634 525	69 941 386	-7 306 861
Passifs en vue d'être cédés				0
Total Capitaux Propres et Passif		81 986 763	89 644 299	-7 657 536

Groupe DLSI

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE - IFRS 31/12/2011

Rubriques	31/12/2011	31/12/2010
Résultat net consolidé	1 619	1 398
+/- Dotations nettes aux amort. Et prov.	744	768
+/- Plus et moins values de cession		
Capacité d'autofinancement après coût de l'endet.	2 363	2 166
+ Coût de l'endettement financier net	1 036	1 212
+/- charge d'impôt (y compris impôts différés)	3 197	1 044
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endet.	6 596	4 422
- impôt versé	-2 735	-1 308
+/- variation du B.F.R. lié à l'activité	3 282	-7 180
+/- Autres flux générés par l'activité	0	40
= FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE (D)	7 143	-4 026
- décaissements liés aux acquisitions d'immob. Corp. Et incorp.	-418	-389
+ Encaissements liés aux remboursements de prêts	390	
+/- Décaissements nets liés aux acquisitions d'actifs financiers		402
+/- incidence des variations de périmètre	-566	-9 646
+ dettes fournisseurs sur acquisition d'Alarys		2 699
+/- Décaissements nets liés aux regroupements d'entreprises antérieurs	-2 699	
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INV.(E)	-3 293	-6 934
- dividendes versés au cours de l'exercice	-762	-762
+ sommes reçues des actionnaires lors d'augment.	0	0
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	7 250	
- Remboursements d'emprunts	-2 549	-1 240
- Intérêts financiers nets versés	-1 036	-1 113
+/- Variation des en-cours liées aux créances cédées	-9 646	14 226
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	210	
= FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINAN.(F)	-6 533	11 111
= VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE H=(D+E+F)	-2 683	151
TRESORERIE D'OUVERTURE	6 628	6 477
TRESORERIE DE CLOTURE	3 945	6 628
dont trésorerie et équivalent de trésorerie	4 383	6 755
dont découverts bancaires	-438	-127

Variation des capitaux propres consolidés

en €	Nombre d'actions	Capital	Réserves consolidées	Résultat du groupe	Part du groupe	Part hors groupe	Capitaux propres
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2009	2 541 490	5 082 980	10 493 885	665 468	16 242 333	347 480	16 589 813
Affectation résultat exercice 2009			665 468	-665 468	0		0
Dividendes versés			-762 443		-762 443	-10 796	-773 239
Résultat de l'exercice 2010				1 397 040	1 397 040	1 379	1 398 419
intérêts des minoritaires reconnus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise					0	0	0
Autres			-44 637	0	-44 637	36 414	-8 223
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2010	2 541 490	5 082 980	10 352 273	1 397 040	16 832 293	374 477	17 206 770
Affectation résultat exercice 2010			1 397 040	-1 397 040	0		0
Dividendes versés			-762 443		-762 443	-14 473	-776 916
Résultat de l'exercice 2011				1 459 298	1 459 298	159 933	1 619 231
intérêts des minoritaires reconnus dans le cadre d'un regroupement d'entreprise					0	10 045	10 045
Autres			28 651	0	28 651	0	28 651
Capitaux Propres IFRS au 31/12/2011	2 541 490	5 082 980	11 015 521	1 459 298	17 557 799	529 982	18 087 781

La totalité du capital social a été souscrit et libéré. Le montant nominal d'une action s'élève à 2€.

Les réserves consolidées au 31 décembre 2011 se décomposent comme suit :

Réserve légale	508K€
Autres réserves et résultats cumulés	10 508K€

En 2011, le Groupe a versé un dividende de 0.30€ par action.

GROUPE DLSI

I ANNEXE

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2011

Etablie selon les normes IFRS

1. Remarque liminaire

Les comptes du Groupe DLSI au 31 décembre 2011 ont été arrêtés par le Directoire le 30 mars 2012. Ces comptes ne seront définitifs qu'à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra le 22 juin 2012.

DLSI ("la Société") est une entreprise domiciliée en France.

Nom de la société mère :	D L S I
Siège social :	Avenue Jean Eric Bousch 57600 FORBACH
Forme juridique :	S A à directoire et conseil de surveillance
SIREN :	389 486 754

La monnaie de présentation des comptes consolidés est l'euro.

Toutes les entreprises incluses dans le périmètre de consolidation ont établi leurs comptes sociaux annuels à la date du 31 décembre 2011.

2. Base de préparation des états financiers

2.1 Déclaration de conformité

En application du règlement européen n° 1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2010 ont été établis en conformité avec les normes "IFRS" (International Financial Reporting Standards) telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2011

Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces principes ne diffèrent pas des normes IFRS telles que publiées par l'IASB dans la mesure où l'application des normes et interprétations obligatoires aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011 et non encore approuvées par l'Union Européenne est sans incidence sur les comptes du groupe DLSI.

2.2 Changements de méthodes comptables

Les règles et méthodes appliquées par le Groupe dans les états financiers consolidés sont comparables à celles appliquées au 31 décembre 2010 à l'exception de l'adoption des normes / interprétations suivantes approuvées par l'Union Européenne et d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2011 :

- Améliorations annuelles (2008-2010) (approuvées en février 2011) ;
- IAS 24 (révisée) : Informations relatives aux parties liées (approuvée en juillet 2010) ;
- Amendement à IFRIC 14 : IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction (approuvé en juillet 2010) ;
- Amendement à IFRS 1 : Exemption limitée à l'obligation de fournir des informations comparatives selon IFRS 7 pour les premiers adoptants (approuvé en juin 2010) ;
- Amendement à IAS 32 : Classement des droits de souscription émis (approuvé en décembre 2009) ;
- IFRIC 19 : Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres (approuvée en juillet 2010).

De plus, conformément aux recommandations de l'AMF sur l'arrêté des comptes 2011, le Groupe applique par anticipation les amendements suivants :

- Amendements à IAS 1 : Présentation des postes des autres éléments du résultat global (publiés en juin 2011) ;
- Amendements à IFRS 7 : Instruments financiers : Informations à fournir - Transferts d'actifs financiers (approuvés par l'Union Européenne en novembre 2011) ;

L'adoption des nouvelles normes et interprétations n'a pas d'incidence sur les comptes du Groupe au 31 décembre 2011.

De plus, il n'existe ni norme ni interprétation approuvée par l'Union Européenne et qui ne soit pas d'application obligatoire en 2011.

Enfin, le groupe n'applique pas les textes suivants qui n'ont pas été approuvés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011 :

- IFRS 9 : Instruments financiers (adoption suspendue) ;
- IFRS 10 : Etats financiers consolidés (publiée en mai 2011) ;
- IFRS 11 : Accords conjoints (publiée en mai 2011) ;
- IFRS 12 : Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités (publiée en mai 2011) ;
- IFRS 13 : Evaluation à la juste valeur (publiée en mai 2011) ;
- IAS 27 : Amendements consécutifs à IFRS 10,11 & 12 ;
- IAS 28 (révisée) : Participations dans des entreprises associées (publiée en mai 2011) ;
- IAS 19 (révisée) : Régimes à prestations définies (publiée en juin 2011) ;
- Amendements à IFRS 1 : Hyperinflation grave et suppression des dates d'application fermes pour les nouveaux adoptants (publiés en décembre 2010) ;
- Amendements à IAS 12 : Impôts différés : recouvrement des actifs sous-jacents (publiés en décembre 2010) ;
- IFRIC 20 : Frais de découverte engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert (publiée en octobre 2011)

Des travaux sont en cours afin de déterminer les impacts de ces nouvelles normes. DLSI n'anticipe pas d'incidences significatives résultant de l'application de ces normes et interprétations.

3 - COMPARABILITE DES EXERCICES

3.1. FAITS MARQUANTS DE LA PERIODE

En 2011, dans un contexte économique normal, le chiffre d'affaires du groupe DLSI a progressé de 19 % du fait de l'exploitation d'Excess sur 12 mois par rapport aux 4 mois d'exploitation en 2010. Le résultat opérationnel s'élève à 5 852 K€, à plus 62 % par rapport à l'année 2010 suite à la compression de nos frais de structure.

3.2. EVOLUTION DU PERIMETRE

En 2011, le groupe a acquis la société SELECT EMPLOI basée à Lausanne en Suisse avec effet au 1^{er} janvier 2011 pour un montant total de K€ 559 862 (CHF 700 000). Cette société a contribué au chiffre d'affaires du Groupe à hauteur de K€ 3 184.

Conformément à la norme IFRS 3 "Regroupements d'Entreprises", le Groupe a procédé à l'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Les résultats de l'exercice d'allocation du coût d'acquisition se présentent ainsi :

En K€

Entité	SELECT EMPLOI
Date d'acquisition	01.01.2011
Immobilisations incorporelles	1
Immobilisations corporelles	62
Actifs financiers non courants	0
Actifs d'impôt différé	0
Clients et comptes rattachés	540
Autres créances et charges constatées d'avance	22
Trésorerie et équivalent de trésorerie	10
Emprunts et dettes financières	-129
Fournisseurs et comptes rattachés	-298
Autres dettes et produits constatés d'avance	-132
Passif d'impôt différé	
Juste valeur des actifs nets identifiables	76
Quote part détenue dans la JV des actifs nets identifiables	66
Coût d'acquisition	560
Goodwill	494

Cette société a été acquise en numéraire. Le solde a été versé en février 2011 pour 560 K€, conformément aux dispositions contractuelles.

Le goodwill représente les éléments incorporels acquis non activables (force de travail) et les synergies attendues.

3.3. Suivi du litige sur l'acquisition du sous-groupe Pensa

Concernant l'acquisition du sous-groupe Pensa en 2007, le vendeur a réclamé en 2008, le versement d'un complément de prix. Le groupe DLSI estime la réclamation du vendeur non fondée en raison de la non-réalisation des critères contractuels de déclenchement à fin 2007. En 2011 le tribunal de Genève a ordonné une expertise judiciaire qui a été mise en œuvre en présence des parties. Les conclusions de l'expert ne sont pas connues à ce jour.

Ce litige n'a pas connu d'autres évolutions significatives en 2011.

4. Principes et méthodes comptables

Les états financiers sont principalement basés sur le coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés, des actifs détenus à des fins de transaction et des actifs désignés comme étant disponibles à la vente dont la comptabilisation suit le modèle de la juste valeur.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement. Les estimations effectuées concernent essentiellement la norme IAS 36 (notes 4.3.2) et la norme IFRS 3 (estimation de la juste valeur des actifs et passifs acquis lors des regroupements d'entreprises).

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.

4.1. Méthodes de consolidation

Les sociétés dans lesquelles la société DLSI exerce le contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif existe lorsque le groupe a le pouvoir de contrôler les politiques financières ou opérationnelles de manière à obtenir les avantages de leurs activités. Le contrôle est présumé exister lorsque le groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote. Elles sont déconsolidées à compter de la date à laquelle le contrôle cesse d'être exercé.

Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux de la société mère, sur la base de méthodes comptables homogènes.

Tous les soldes et transactions intragroupe ainsi que les produits, les charges et les résultats latents qui sont compris dans la valeur comptable d'actifs, provenant de transactions internes, sont éliminés en totalité.

Sociétés	Siège social		% de détention	Nature juridique	Méthode de consolidation
DLSI SA	FORBACH	Société mère	Société mère	SA	Intégration globale
DLSI Luxembourg SA	ESCH S/ALZETTE	A	100	SA	Intégration globale
DLSI GMBH	KLEINBLIEDERSTROFF	A	100	SARL	Intégration globale
PEMSA SA	LOCARNO (SUISSE)	01/07/2007	86,5	SA	Intégration globale
PEMSA VAUD SA	LAUSANNE (SUISSE)	01/07/2007	86,5	SA	Intégration globale
PEMSA GE SA	GENEVE (SUISSE)	01/07/2007	86,5	SA	Intégration globale
SELECT EMPLOI	LAUSANNE (SUISSE)	01/01/2011	86,5	SA	Intégration globale
MARINE INTERIM	FORBACH	01/02/2008	51	SAS	Intégration globale
DLSI POLSKA	GLIWICE	01/07/2008	50	SARL	Intégration globale
TERCIO	FORBACH	01/07/2011	100	SAS	Intégration globale

4.2. Date de clôture

Toutes les sociétés consolidées ont un exercice social de 12 mois et clôturent le 31 décembre.

4.3. Méthodes d'évaluation

4.3.1. Goodwill

Les goodwill résultant de regroupements d'entreprises représentent les paiements effectués par le groupe lors de l'acquisition d'une agence ou d'un groupe d'agences ou des titres d'une société exploitant une ou plusieurs agences en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent pas être identifiés individuellement et comptabilisés séparément.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2010, les goodwill étaient calculés par différence entre le coût d'acquisition, majoré des coûts directement attribuables à l'acquisition et la part du groupe dans la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

Pour les acquisitions postérieures au 1^{er} janvier 2010, les goodwill sont calculés par différence entre le coût d'acquisition, c'est-à-dire la considération transférée au vendeur, incluant la juste valeur des paiements conditionnels, et la part du groupe dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise à la date d'acquisition.

4.3.2 Dépréciations d'actifs

Les valeurs comptables des actifs du Groupe, autres que les stocks et les actifs d'impôt différé, sont examinées à chaque date de clôture afin d'apprécier s'il existe un quelconque indicateur qu'un actif a subi une perte potentielle de valeur. S'il existe un tel indicateur, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

Pour les écarts d'acquisition et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, la valeur recouvrable est estimée à chaque date de clôture.

Lorsque les actifs testés ne génèrent pas de flux de trésorerie indépendants, le plus petit groupe d'actifs incluant l'actif testé qui génère des flux de trésorerie indépendants est alors testé (unité génératrice de trésorerie).

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou de son unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable, la plus élevée de la valeur d'utilité et de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. La valeur d'utilité de l'unité génératrice de trésorerie est déterminée sur la base d'une actualisation des flux de trésorerie générés par l'unité génératrice de trésorerie. Ces flux de trésorerie ont été déterminés sur les bases suivantes :

- le prévisionnel 2012, année de référence, établi par les commerciaux et validé par la direction,
- le résultat de l'agence sur les années passées pour estimer le % de rendement à venir
- une actualisation de 11,00% et une progression du chiffre d'affaires estimée pour les années suivant l'année de référence. Au-delà de 2015, le Groupe a appliqué un taux d'inflation de 1.5% aux projections de flux de trésorerie. Le taux d'actualisation correspond à : (coût des fonds propres soit 11.3% x part des fonds propres soit 90%) + (coût de la dette après impôt soit 4.2% x part de la dette soit 10%). Le coût des fonds propres correspond au taux d'intérêt de l'OAT à 10 ans, auquel s'ajoute une prime de marché actions et une prime de risque spécifique

Les tests de perte de valeur sont effectués au niveau de chaque unité génératrice de trésorerie. Ces dernières ont été alignées sur les agences ou des regroupements d'agences par zone géographique.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans le compte de résultat. Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition affecté à l'unité génératrice de trésorerie, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité.

Les tests de dépréciation réalisés à fin 2011 intègrent une hypothèse d'augmentation de l'activité globale en 2012 de l'ordre de 5 %.

Sur la base des tests de dépréciation effectués à fin 2011, aucune unité génératrice de trésorerie ne nécessite de dépréciation de ses actifs.

4.3.3 Immobilisations incorporelles

Les logiciels sont enregistrés à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue. Un

amortissement est constaté sur les logiciels selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 3 ans.

Les immobilisations incorporelles comprennent également la clientèle acquise, amortie selon le mode linéaire et sur une durée n'excédant pas 7 ans.

En 2010, le nom commercial « EXESS INTERIM » a été reconnu pour 2 M€ dans le cadre de l'acquisition de cette entreprise, cette marque est amortie linéairement sur une période de 8 années.

4.3.4. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à l'actif du bilan selon les principes comptables suivants :

- comptabilisation à leur valeur d'acquisition (coût d'acquisition augmenté des coûts directement attribuables à la préparation de l'actif en vue de son utilisation prévue)
- amortissement calculé selon la méthode linéaire, fondée sur la durée estimée d'utilisation des différentes catégories d'immobilisations.

Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou, le cas échéant, comptabilisés comme un actif séparé s'il est probable que des avantages économiques futurs associés à l'actif iront au groupe et que le coût de l'actif peut être mesuré de façon fiable. Tous les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés au compte de résultat au cours de la période durant laquelle ils sont encourus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie d'utilité :

Agencements et aménagements.....	10 ans
Matériel de bureau et informatique.....	entre 3 ans et 5 ans
Mobilier de bureau.....	10 ans

Depuis le 1er janvier 2009, les coûts d'emprunt directement attribuable à un actif éligible sont comptabilisés en tant que composant du coût de l'actif.

4.3.5 Actifs financiers courants et non courants

Les actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction pour leur juste valeur majorée des coûts de transaction directement imputables à l'acquisition des actifs financiers (sauf pour la catégorie des actifs financiers évalués à leur juste valeur par le biais du compte de résultat).

Les actifs financiers sont sortis du bilan dès lors que les droits à flux futurs de trésorerie ont expiré ou ont été transférés à un tiers, que le Groupe a transféré l'essentiel des risques et avantages et qu'il n'a pas conservé le contrôle de ces actifs.

A la date de comptabilisation initiale le Groupe détermine, en fonction de la finalité de l'acquisition, la classification de l'actif financier dans l'une des quatre catégories prévues par la norme IAS 39. A fin 2011, le Groupe a des actifs financiers relevant des catégories "Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat" et "Prêts et Créances".

4.3.5.1 Actifs financiers en juste valeur par le biais du compte de résultat

La catégorie des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat comprend, d'une part les actifs financiers détenus à des fins de transaction, et d'autre part des actifs financiers désignés, lors de leur comptabilisation initiale, comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat. Les actifs financiers sont considérés comme détenus à des fins de transaction s'ils sont acquis en vue d'être revendus à court terme.

Il s'agit pour le Groupe de la trésorerie qui comprend les disponibilités. Les découverts bancaires figurent en dettes financières au passif du bilan.

Ces actifs financiers sont évalués à leur juste valeur par le biais du résultat.

4.3.5.2. Prêts et créances

Il s'agit pour le Groupe des autres actifs financiers non courants qui comprennent notamment des dépôts et cautionnements.

Ces prêts et créances sont valorisés à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale puis sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux effectif. Une dépréciation est enregistrée dès lors que la valeur recouvrable estimée est inférieure à la valeur comptable. La juste valeur correspond à la valeur nominale lorsque l'échéance de paiement n'est pas significative.

La valeur recouvrable des créances comptabilisées au coût amorti est égale à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine (c'est-à-dire au taux d'intérêt effectif calculé lors de la comptabilisation initiale). Les créances dont l'échéance est proche ne sont pas actualisées.

Une provision pour dépréciation est constatée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Pour les créances clients, cette provision correspond à la part hors taxes de la créance qui n'est pas couverte par l'assurance-crédit.

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances ».

4.3.6. Trésorerie

La rubrique « trésorerie » comprend les liquidités, les dépôts bancaires à vues, les autres placements à court terme très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

Les découverts bancaires ne sont pas inclus dans la trésorerie apparaissant au tableau de flux de trésorerie. Ils figurent au passif courant en dettes financières tout comme les financements reçus dans le cadre de la mobilisation des créances.

4.3.7. Impôts différés et impôts sur les sociétés

En complément des impôts exigibles sont comptabilisés des impôts différés calculés sur les différences temporelles entre les bases fiscales et comptables des actifs et passifs.

S'ils sont débiteurs ils figurent en actif non courant, s'ils sont créditeurs ils figurent en passif non courant.

Les impôts différés actifs sont constatés s'il existe une réelle probabilité d'imputation sur les bénéfices imposables futurs. Les impôts différés comptabilisés sur les déficits reportables concernent essentiellement MARINE INTERIM s'élèvent au total à 31 K€ à fin 2011.

Les impôts différés ne sont pas actualisés.

Conformément à la pratique majoritaire des autres entreprises du secteur de l'intérim, la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est présentée en impôt sur les sociétés.

4.3.8. Provisions

Des provisions sont constituées lorsqu'il existe à la date de clôture, une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé lorsqu'il est probable que le règlement devrait provoquer une sortie de ressources au bénéfice de tiers.

4.3.9. Reconnaissance du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires correspond à la juste valeur des services vendus. Le chiffre d'affaires figure net de taxe sur la valeur ajoutée.

Les produits provenant des prestations de services sont comptabilisés dans le compte de résultat en fonction du degré d'avancement de la prestation à la date de clôture. Le degré d'avancement est évalué par référence aux travaux exécutés.

4.3.10. Avantages au Personnel

Provisions pour indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière ont fait l'objet d'une provision calculée conformément aux préconisations de la norme IAS 19 ; il s'agit d'une méthode prospective avec calcul des droits au jour de la retraite ramené au prorata des droits acquis avec l'ancienneté au jour de la clôture. DLSI est soumis au régime à prestations définies.

Les salariés concernés par les indemnités de fin de carrière sont uniquement les cadres et employés, les intérimaires n'y ayant pas droits.

Ce calcul tient compte des paramètres financiers suivants :

- âge de départ 70 ans
- turn-over 2 %
- augmentation moyenne annuelle des salaires 2 %
- taux d'actualisation 4,5 %
- charges sociales 40 %
- tableau de mortalité différent pour les hommes et les femmes (TH002 et TF0002)

Les écarts actuariels sont comptabilisés pendant la période au cours de laquelle ils surviennent en compte de résultat.

Autres avantages à long terme

Le Groupe n'a pas d'obligation à long terme envers son personnel autres que les régimes de retraite.

4.3.11 Conversion des transactions en monnaies étrangères

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle du Groupe sont convertis selon les méthodes suivantes :

- les postes du bilan sont convertis aux cours de clôture ;
- les postes du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie sont convertis aux cours moyens de l'exercice ;
- les différences de conversion sont portées directement dans les capitaux propres au sein du poste « différence de conversion ».

4.3.12 Dettes financières

Les emprunts et autres passifs porteurs d'intérêt sont initialement enregistrés pour leur juste valeur qui correspond au montant reçu, diminué des coûts de transaction directement attribuables aux emprunts concernés comme les primes et frais d'émission. Par la suite, ces emprunts sont comptabilisés selon la méthode du coût amorti en utilisant le taux d'intérêt effectif de l'emprunt.

Le taux effectif correspond au taux qui permet d'obtenir la valeur comptable d'un emprunt à l'origine en actualisant ses flux futurs estimés.

De même, les dettes fournisseurs sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

Les dettes financières dont l'échéance est supérieure à un an sont présentées en dettes financières non courantes. Les dettes financières dont la date de remboursement est inférieure à un an sont présentées en dettes financières courantes.

4.3.13 information sectorielle

Le groupe n'a qu'une seule activité significative. Sur la base des critères d'IFRS 8, le groupe n'a pas identifié de secteurs opérationnels distincts.

5 – DETAIL DE L'ACTIF

5.1 Actif non courant

5.1.1 GOODWILL

(en €)	31.12.10	Acquisitions		31.12.11
Valeur des GOODWILL	21 496 508	495 453	0	21 991 961

Les goodwill se ventilent comme suit :

en €	Ville/région	Valeur nette
DROITS AU BAIL	Longwy	33 539
DROITS AU BAIL	Reims	11 000
STECK J PIERRE	Strasbourg	121 999
MEN SERVICE	Strasbourg	195 531
E I D	Dunk/Lille..	1 003 309
CRITER INTERIM	Paris	728 915
TRAIT UNION	Paris	367 695
EIS HAGUENAU	Haguenau	149 004
SATEM	St-Saulve	328 333
SATEM	Orsay	64 183
EPI LUX	Luxembourg	247 894
ALPRO INTERIM	Pontoise	198 297
TERCIO / G P S	Paris	546 450
DLSI LUX	Luxembourg	878 190
TERCIO / SIL	Lyon	978 212
TERCIO / MS Intérim	Lyon	766 430
Arcadinter et Arcintérim	Evreux	809 484
MB Services	Paris	495 462
B A T	Gardanne	1 127 675
B A T Provence	Marseille	442 447
PEMSA	Locarno (Suisse)	1 217 402
ELITE	Amouville	362 773
E T 3000	Paris	1 721 556
ELS INTERIM	Taverny	2 100 727
ALARYS	Bois Guillaume	3 720 000
Exess	PACA	2 880 000
SELECT	Lausanne (Suisse)	495 453
TOTAL		21 991 961

5.1.2 Immobilisations incorporelles

en €		2009	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2010
Logiciels	Brut	620 076	63 116	-7 967	40 404	715 629
	Amortissements	560 835	55 394	-8 377	38 708	646 560
	Total	59 241	7 722	410	1 696	69 069
Marque	Brut				2 000 000	2 000 000
	Amortissements		83 562			83 562
	Total	0	-83 562	0	2 000 000	1 916 438
Clientèle	Brut	1 393 000			405 000	1 798 000
	Amortissements	470 000	252 000			722 000
	Total	923 000	-252 000	0	405 000	1 076 000
Total net		982 241	-327 840	410	2 406 696	3 061 507

en €		2010	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2011
Logiciels	Brut	715 629	4 000	-49 333	0	670 296
	Amortissements	646 560	35 697	-49 333	0	632 924
	Total	69 069	-31 697	0	0	37 372
Marque	Brut	2 000 000			0	2 000 000
	Amortissements	83 562	250 000			333 562
	Total	1 916 438	-250 000	0	0	1 666 438
Clientèle	Brut	1 798 000			0	1 798 000
	Amortissements	722 000	270 000			992 000
	Total	1 076 000	-270 000	0	0	806 000
Total net		3 061 507	-551 697	0	0	2 509 810

5.1.3 Immobilisations Corporelles

Autres immobilisations	2009	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2010
Brut	3 020 416	326 242	-5 894	187 202	3 527 966
Amortissements	2 088 828	351 446	-5 105	108 349	2 543 518
Net	931 588	-25 204	-789	78 853	984 448

Autres immobilisations	2010	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	2011
Brut	3 527 966	352 738	-204 904	61 507	3 737 307
Amortissements	2 543 518	322 466	-173 178	0	2 692 806
Immobilisation en cours		10 796			10 796
Net	984 448	41 068	-31 726	61 507	1 055 297

5.1.4 Autres actifs non courants

Les autres actifs non courants au 31 décembre 2011 se composent comme suit :

	En €
Prêts au personnel	35 613
Dépôts et cautionnements	951 054
Prêts 1% constructions	212 843
	1 199 510

Les dépôts et cautions portent sur les baux commerciaux, ainsi que sur la garantie délivrée aux entreprises de travail temporaire au Luxembourg pour un montant de 320 k€, qui est assurée par des dépôts bancaires en tant que caution donnée au Ministère du Travail. Ces dépôts bancaires sont rémunérés au taux variable d'environ 4.50%.

5.2. Actif courant

5.2.1 Créances

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2011
Créances clients et comptes rattachés	48 134 544	594 245	47 540 299
Autres créances	3 257 616	48 800	3 208 816
TOTAL	51 392 160	643 045	50 749 115

En €	Montant brut	Provisions	Montant net à fin 2010
Créances clients et comptes rattachés	51 082 338	698 241	50 384 097
Autres créances	4 903 126	0	4 903 126
TOTAL	55 985 464	698 241	55 287 223

Les créances cédées en garantie du financement reçu sont conservées à l'actif et le financement correspondant est enregistré sous la rubrique « mobilisation de créances » (emprunts et dettes financières).

Les autres créances comprennent notamment des produits à recevoir au titre de la formation pour 1149 K€, des charges comptabilisées d'avance pour 259 k€, des créances fiscales et sociales pour 1 345K€ ainsi que 455 k€ de débiteurs divers.

5.2.2 Actifs financiers courants

Néant au 31 décembre 2011.

6. DETAIL DU PASSIF

6.1. Passifs non courants

6.1.1 Provisions non courantes

Les provisions non courantes concernent les provisions pour retraites pour un montant de 163 662€. Voir explications données au paragraphe 4.3.10

Provisions non courantes	2009	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2010
Provisions pour avantages au personnel	105 098	56 616		6 406	155 308
Total	105 098	56 616	0	6 406	155 308

Provisions non courantes	2010	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	2011
Provisions pour avantages au personnel	155 308	8 354			163 662
Total	155 308	8 354	0		163 662

6.1.2 Emprunts et dettes financières

Ce montant représente la part à plus d'un an des emprunts et dettes financières à plus d'un an à l'origine.

Les emprunts et dettes financières s'analysent ainsi à la clôture :

(en k€)	31.12.11	Part non courante	Part courante	31.12.10	Part non courante	Part courante
Emprunts bancaires	8 500	857	7 643	4 034	2 239	1 796
Dépôts et cautionnements reçus	6		6	6		6
Autres emprunts et dettes assimilées	3 048		3 048	916		916
Intérêts courus non échus	152		152	127		127
Concours bancaires courants (mobilisations de créances)	12 157		12 157	21 803		21 803
Emprunts et dettes financières hors dérivés Instruments financiers dérivés passif						
Total Emprunts et dettes financières	23 863	857	23 006	26 887	2 239	24 648

L'endettement financier net tel que défini par le groupe DLSI correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués des instruments dérivés actif et de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Cet endettement financier net se présente ainsi à la clôture :

(en €)	31.12.11	Part non courante	Part courante	31.12.10	Part non courante	Part courante
Emprunts et dettes financières	23 863	857	23 006	26 887	2 239	24 648
Instruments financiers dérivés actif						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 383	0	4 383	6 755	0	6 755
Endettement financier net	-19 480	-857	-18 623	-20 132	-2 239	-17 893

Une partie des emprunts est conclue en franc suisse. Le solde restant dû en franc suisse à fin 2011 s'élève à 1.675K€. Compte tenu de la relation de couverture entre l'investissement net réalisé en Suisse et l'emprunt bancaire libellé en franc suisse, à partir du 1^{er} janvier 2010, les pertes de change latentes sur les emprunts en franc suisse sont comptabilisées dans l'état du résultat global.

6.2. Passifs courants

6.2.1 Provisions d'exploitation

Provision d'exploitation	2009	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2010
Autres provisions	111 484	529 096		24 500	616 080
Total	111 484	529 096		24 500	616 080

Provision d'exploitation	2010	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées	2011
Autres provisions	616 080	0	606 105		9 975
Total	616 080	0	606 105	0	9 975

6.2.2 Autres passifs

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2011 :

En €

DETTES AU 31 décembre 2011	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	7 642 511	857 654	8 500 165	voir § 9	
Mobilisation de créances	12 255 211		12 255 211	créances	12 950 000
Découverts	437 881		437 881		
Autres dettes financières	2 670 328		2 670 328		
Emprunts et dettes financières	23 005 931	857 654	23 863 585		
Dettes fournisseurs	2 481 038		2 481 038		
Dettes fiscales et sociales	35 408 223		35 408 223		
Autres dettes	1 729 358		1 729 358		
TOTAL	62 624 550	857 654	63 482 204		

Les autres passifs se décomposent comme suit au 31 décembre 2010 :

DETTES AU 31 décembre 2010	Part courante	Part non courante	Total	Garantie	montant
Emprunts	1 795 652	2 238 555	4 034 207	voir § 9	
Mobilisation de créances	21 802 400		21 802 400	créances	21 748 194
Découverts	127 472		127 472		
Autres dettes financières	922 384		922 384		
Emprunts et dettes financières	24 647 908	2 238 555	26 886 463		
Dettes fournisseurs	5 576 894		5 576 894		
Dettes fiscales et sociales	37 054 497		37 054 497		
Autres dettes	2 046 070		2 046 070		
TOTAL	69 325 369	2 238 555	71 563 924		

7. DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT

7.1. Chiffre d'affaires par pays

	2011	2010
CA GLOBAL	205 196 671	172 673 611
CA France	160 778 723	133 552 461
CA Allemagne	9 067 444	6 986 969
CA Luxembourg	6 730 788	8 350 973
CA Suisse	28 189 654	23 547 970
CA Pologne	429 405	235 088
TOTAL	205 196 671	172 673 611

7.2. Charges de personnel et ventilation des effectifs

Ventilation	31/12/2011	31/12/2010
Dirigeant	1	1
Cadres	71	70
Employés	155	150
Intérimaires	4374	4037
Effectif total	4601	4258

Le calcul des effectifs moyen est déterminé de la manière suivante :

Pour la France le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 140 heures

Pour l'Allemagne le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Pour le Luxembourg le nombre de salariés est égale au nombre d'heures prestées / 12 / 160 heures

Les charges de personnel s'élèvent à 144 725 925 € de salaires et traitements, et 41 019 203 € de charges sociales soit un montant total de 185 745 128 €.

7.3. Autres produits et charges d'exploitation

	2011	2010
Formation	1 440 624	966 232
Transfert de charges	264 836	232 416
Avantages en natures	159 913	142 197
Pertes nettes sur créances	-82 066	-44 230
Autres produits/charges nets	-4 360	-631 797
Total des autres produits et charges d'exploitation	1 778 947	664 818

Les transferts de charges incluent principalement les remboursements par les assurances des pertes sur clients irrécouvrables.

7.4. Autres produits et charges financières

	2011	2010
Produits financiers divers	14 603	11 557
Total Produits financiers	14 603	11 557
Charges d'intérêts	1 050 801	1 212 067
Total Charges financières	1 050 801	1 212 067
Autres produits et charges financiers	-1 036 198	-1 200 510

7.5. Charges d'impôts

- La charge d'impôt se décompose comme suit :

	2011	2010
Impôt courant	- 2 701 945	-1 308 447
Impôt différé	-494 626	+ 263 577
TOTAL	-3 196 571	-1044 870

En 2011, les impôts courants incluent la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises pour un montant de 1 911K€ contre 811 K€ en 2010.

- Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2011

(En K€)

Résultat avant impôt	4 816	
Impôt à 331/3%	1 605	
Impôts comptabilisés IFRS	3 197	
Différence		1 592
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	-101	
Différences Permanentes	401	
Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)	1 911	
Effet IS de la CVAE	-637	
Divers	18	
Total des Différences		1 592

Preuve d'impôts sur les Bénéfices 2010

(En K€)

Résultat avant impôt	2 443	
Impôt à 331/3%	814	
Impôts comptabilisés IFRS	1 045	
Différence		230
<i>Analyse de la différence</i>		
Différences de taux d'imposition	-289	
Différences Permanentes	48	
Contribution sur la valeur ajoutée (CVAE)	811	
Effet IS de la CVAE	-270	
Divers	- 70	
Total des Différences		230

Actifs et passifs d'impôts différés ventilés par catégories

Au bilan, les actifs et passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

Au titre des différences temporelles déductibles		
<i>Organic</i>	88	61
<i>Participation des salariés</i>	0	88
<i>Frais d'acquisition non encore déduits</i>	43	258
<i>Deficits reportables</i>	31	479
<i>Indemnités fin de carrière</i>	54	52
Divers	48	8
Au titre des différences temporelles imposables		
<i>Amortissement dérogatoires</i>	(39)	(132)
Relation clientèle	(270)	(359)
Provision déductible Pensa	(143)	(80)
<i>Divers</i>	0	0
Actifs (passifs) d'impôts différés	(188)	376
Impôts différés actifs	54	479
Impôts différés passifs	(243)	(102)

7.6. Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la société par le nombre d'actions ordinaires.

	2011	2010
Résultat en € (part du groupe)	1 459 298	1 397 040
Nombre d'actions	2 541 490	2 541 490
Résultat de base par action (en euros)	0,57	0,55
Nombre d'actions gratuites potentielles	0	0
Résultat dilué par action (en euros)	0,57	0,55

7.7. Etat du résultat global

Le résultat global est lié exclusivement aux variations de change, en particulier avec le franc suisse. A partir du 1^{er} janvier 2010, les effets de change sur les emprunts libellés en franc suisse sont comptabilisés dans résultat global, net des impôts différés correspondants.

8. PARTIES LIEES

8.1 Rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux

Au titre des exercices clos les 31 décembre 2010 et 2011, la rémunération des administrateurs et dirigeants mandataires sociaux a été la suivante :

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2010			102 000	0		102 000
Laurent Lutz	Membre du Conseil de surveillance	2010	47 274		4 000	5 904		57 178
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2010	69 706		4 000	5 766		79 472
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2010	60 000			3 348		63 348
Véronique LUTZ	Membre du directoire	2010	26 092			4 462		30 554
Total		2010	203 072		110 000	19 480		332 552

Nom	Fonction	Années	Rémunération fixe	Rémunération variable	Jetons de présence	Avantages en nature	Régimes complémentaires de retraite	Total
Raymond DOUDOT	Président conseil de surveillance	2011			102 000	0		102 000
Laurent Lutz	Membre du Conseil de surveillance	2011	53 454			5 820		59 274
Jean-Marie NANTERN	Membre du Conseil de surveillance	2011	70 674			5 928		76 602
Thierry DOUDOT	Président du directoire	2011	65 000			3 514		68 514
Véronique LUTZ	Membre du directoire	2011	26 200			3 926		30 126
Total		2011	215 328		102 000	19 188		336 516

Les administrateurs et dirigeants mandataires sociaux de D.L.S.I. ne perçoivent aucune rémunération de la société RAY INTERNATIONAL S.A., actionnaire majoritaire de D.L.S.I.

D.L.S.I. n'a pris aucun engagement de quelque nature que ce soit au bénéfice de ses mandataires sociaux correspondant à des éléments de rémunération, des indemnités ou des avantages dus ou susceptibles d'être dus à raison de la prise, de la cessation ou du changement de ces fonctions ou postérieurement à celles-ci.

Aucune action gratuite n'est prévue pour les organes de Direction.

8.2 Relations avec les parties liées

En euros	2011	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	198 000
Total	-	198 000

En euros	2010	
	Produits	Charges
Ray International SA	-	198 000
Total	-	198 000

A fin 2011, la dette envers Ray International s'élève à 1.239K€ (versus 1 042K€ à fin 2010)

Les relations avec Ray International SA sont constituées de prestations de management fees et de prestations informatiques.

Les ventes et les achats avec les parties liées sont réalisés aux prix de marché. Les soldes en cours à la fin de l'exercice ne sont ni garantis, ni porteurs d'intérêts et les règlements se font en trésorerie. Il n'y a pas eu de garantie fournie ou reçue pour les créances et les dettes sur les parties liées.

9. ENGAGEMENTS HORS BILAN

9.1. Engagements reçus

- Garanties d'Actif et de Passif

Suite à l'acquisition de la société ELS-INTERIM SAS, les précédents actionnaires Mr SI MOHAMED et Madame DONADA MONTEIRO, ont consenti, des garanties d'actif et de passif. Le montant de la garantie est de 300 000€ jusqu'au 31/01/2012.

9.2. Engagements donnés

ENGAGEMENTS FINANCIERS 2011

Nantissement des fonds de commerce

Le Crédit Lyonnais a nanté le fonds de commerce de TAVERGNY, sis, au 18 rue de la gare en contrepartie du prêt de 2 200 000€

Montant restant dû au 31/12/2011 : 1 206 440 €
Pour un montant initial de : 2 200 000€.

Le CIC EST a nanté le fonds de commerce de notre agence sis à PARIS au 98 boulevard Magenta, en contrepartie du prêt de 1 500 000 €

Montant restant dû au 31.12.2011 : 238 833 €
Pour un montant initial de 1 500 000 €

Le CIC EST et la BPLC, ont nanté les fonds de commerce de nos agences provenant des fonds d'ALARYS et des fonds d'EXCESS, en contrepartie du prêt de 7 250 000 €

Montant restant dû au 31.12.2011 : 6 213 500 €
Pour un montant initial de 7 250 000 €

Dans le cadre de la garantie donnée par la banque FORTIS au profit du Ministère du Travail et de l'Emploi du Luxembourg pour garantir les rémunérations, charges sociales et fiscales qui seraient dû par notre filiale DLSI Luxembourg SA, DLSI SA s'est portée caution à hauteur de 602 000€ au profit de la banque FORTIS Luxembourg en date du 17 octobre 2008 pour une durée d'une année renouvelable.

9.3 Engagement sur locations simples

Désignation	- 1 AN	+ 1 an - 5 ans	+ 5 ans
BAUX	1 023 288	1 590 786	0

Les baux concernent les locaux des agences et du siège et sont signés pour une période de 9 ans. Les engagements notés ci-dessus excluent les renouvellements et les ruptures triennales.

10. Honoraires des commissaires aux comptes

En €	Année 2011		Année 2010	
	Ernst & Young	Account Audit	Ernst & Young	Account Audit
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés - Société mère - Filiales intégrées globalement	44 500	37 500	29 000 5 000	29 000
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes - Société mère - Filiales intégrées globalement				
Total	44 500	37 500	34 000	29 000

11. Evénements postérieurs

Néant

12. catégories d'actifs et de passifs financiers

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2011	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 200			1 200		
Clients et comptes rattachés	47 540			47 540		
Autres créances et charges constatées d'avance.....	3 209			3 209		
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 383	4 383				
Total des actifs financiers	56 332	4 383		51 949		-
Emprunts et dettes financières à long terme	857				857	
Fournisseurs et comptes rattachés	2 481				2 481	
Autres dettes et produits constatés d'avance	37 137				37 137	
Emprunts et dettes financières à court terme	23 006	15 363			7 643	
Total des passifs financiers	63 481	15 363			48 118	-

(1) désignés comme tel à l'origine

en K€	Ventilation par catégories d'instruments financiers					
	Au 31.12.2010	Juste valeur par résultat (1)	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés de couverture
Autres actifs financiers	1 577			1 577		
Clients et comptes rattachés	50 384			50 384		
Autres créances et charges constatées d'avance.....	4 903			4 903		
Autres actifs financiers courants						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	6 755	6 755				
Total des actifs financiers	63 619	6 755		56 864		-
Emprunts et dettes financières à long terme	2 239				2 239	
Fournisseurs et comptes rattachés	5 577				5 577	
Autres dettes et produits constatés d'avance	39 100				39 100	
Emprunts et dettes financières à court terme	24 648	22 853			1 795	
Total des passifs financiers	71 564	24 648			48 711	-

(1) désignés comme tel à l'origine

La juste valeur des actifs et passifs au coût amorti n'est pas significativement différente de leur valeur comptable.

13. Gestion du risque financier

13.1 Introduction

Les principaux passifs financiers du Groupe sont constitués d'emprunts et de découverts bancaires et de dettes fournisseurs. L'objectif principal de ces passifs financiers est de financer les activités opérationnelles du Groupe. Le Groupe détient d'autres actifs financiers tels que des créances clients, de la trésorerie et des dépôts à court terme qui sont générés directement par ses activités.

A ce jour, le Groupe n'a pas contracté d'instruments dérivés, tels des swaps de taux d'intérêt.

Les risques principaux attachés aux instruments financiers du Groupe sont :

- le risque de crédit
- le risque de liquidité
- le risque de marché

Cette note présente des informations sur l'exposition du Groupe à chacun des risques ci-dessus, ses objectifs, sa politique et ses procédures de mesure et de gestion des risques, ainsi que sa gestion du capital. Des informations quantitatives figurent à d'autres endroits dans les états financiers consolidés.

Il incombe au Conseil de Direction de définir et superviser le cadre de la gestion des risques du Groupe. La politique de gestion des risques du Groupe a pour objectif d'identifier et d'analyser les risques auxquels le Groupe doit faire face, de définir les limites dans lesquelles les risques doivent se situer et les contrôles à mettre en œuvre, de gérer les risques et de veiller au respect des limites définies.

13.2 Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière pour le Groupe dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. Ce risque provient essentiellement des créances clients et des titres de placement.

13.2.1 Clients et autres débiteurs

La politique du groupe est de vérifier la santé financière de tous les clients qui souhaitent obtenir des conditions de paiement à crédit.

Les contrats passés entre DLSI et ses clients font l'objet de garantie, une demande de couverture d'assurance crédit est systématiquement demandée auprès de nos assureurs et uniquement après avoir obtenu un encours le personnel est mis à disposition.

De plus, les soldes clients font l'objet d'un suivi permanent. Par conséquent l'exposition du Groupe aux créances irrécouvrables n'est pas significative.

L'exposition du Groupe au risque de crédit est influencée principalement par les caractéristiques individuelles des clients. Aucun client ne représentant plus de 2 % des produits du Groupe, il n'y a pas de concentration du risque de crédit. Les éléments quantitatifs

concernant les créances commerciales ainsi que l'antériorité des créances courantes sont précisés en note 13.2.4.

Le Groupe détermine un niveau de dépréciation qui représente son estimation des pertes encourues relatives aux créances clients et autres débiteurs ainsi qu'aux placements. La principale composante de cette dépréciation correspond à des pertes spécifiques liées à des risques significatifs individualisés.

13.2.2 Placements

Concernant le risque de crédit relatif aux autres actifs financiers du Groupe (trésorerie, équivalents de trésorerie), DLSI place ses excédents de trésorerie au travers d'un placement de sicav financière au jour le jour et de manière délocalisée à savoir directement par nos banques en temps réel. Le risque de contrepartie lié à ces placements est considéré comme marginal.

13.2.3 Garanties

La politique du Groupe est de n'accorder aucune garantie financière à des sociétés ne faisant pas partie à 100 % du Groupe.

13.2.4 Exposition au risque de crédit

La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. L'exposition maximale au risque de crédit à la date de clôture est la suivante:

<i>en k€</i>	Au 31.12.2011	Au 31.12.2010
prêts et créances	51 935	56 864
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 383	6 755
Total	56 318	63 619

L'antériorité des créances courantes se présente ainsi au 31 décembre 2011

<i>en k€</i>	Au 31.12.2011
Créances non échues	35 100
Créances échues et non dépréciées	16 849
- Depuis 1 à 30 jours	10 385
- Depuis 31 à 90 jours	5 264
- Depuis 91 à 180 jours	
- Depuis 181 à 360 jours	
- Depuis plus de 360 jours	1 200
Total	51 949

13.3 Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance.

La trésorerie est suivie quotidiennement. Ayant une politique rigoureuse et journalière de notre trésorerie, les risques et tensions sont peut probable, car notre groupe à peu d'engagement hors activité normale.

Le 2 février 2011, DLSI a souscrit un emprunt d'une durée de 5 ans et d'un montant de 7.250 K€ auprès du CIC Est et de la BPLC. A fin 2011, le capital restant dû s'élève à 6213 K€. Cet emprunt est assorti de l'obligation de respecter des ratios financiers qui sont en cours d'adaptation avec la banque en fonction de l'arrêté des comptes consolidés. Dans cette attente, la totalité du capital restant dû a été classée en dettes courantes à fin 2011.

Les échéances contractuelles résiduelles des passifs financiers s'analysent comme suit au 31 décembre 2011 :

en k€	Montant au bilan au 31.12.2011	Total des échéances contractuelles au 31.12.2011	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts bancaires	8 500	8 500	7 643	857	-	-	-	
intérêts sur emprunts	4	166	150	10	-	-	-	
comptes-courants	429	429	429					
concours bancaires courants	14 933	14 933	14 933					
Total emprunts et dettes financières	23 866	24 028	23 155	867	-	-	-	-
Fourisseurs et comptes rattachés	2 481	2 481	2 481					
Autres dettes et produits constatés d'avance	37 137	37 137	37 137					
Total	63 484	63 646	62 773	867	-	-	-	-

L'échéancier des prêts et créances se présente ainsi au 31 décembre 2011 :

en k€	Total des échéances contractuelles au 31.12.2011	0-1 an	1-2 ans	2-3 ans	3-4 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Créances rattachées à des participations	-			-			
prêts	249	249					
Comptes courants							
Dépôts et cautionnement	951	-	951				
Clients et comptes rattachés	47 540	47 540					
Autres créances	3 209	3 209					
Total	51 949	50 998	951	-			

13.4 Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que des variations de prix de marché, tels que les cours de change, les taux d'intérêt et les prix des instruments de capitaux propres, affectent le résultat du Groupe ou la valeur des instruments financiers détenus. La gestion du risque de marché a pour objectif de gérer et contrôler les expositions au risque de marché dans des limites acceptables, tout en optimisant le couple rentabilité / risque.

13.4.1 Risque de taux d'intérêt

En complément de sa capacité d'autofinancement, DLSI a recours à l'endettement pour financer son programme d'acquisitions.

Le risque de taux relatif à la dette n'est pas très significatif à ce jour. Les emprunts sont réalisés sur une période de 60 mois.

13.4.2 Risque de change

D'une façon générale, le Groupe est peu exposé aux risques de change

Les monnaies dans lesquelles les transactions sont essentiellement libellées sont l'euro et le CHF, ainsi que le Zloty.

D'une manière générale, nous recherchons toujours le taux de financement interbancaire le plus intéressant et dans une monnaie dont nous disposons des avoirs.

La répartition des actifs et passifs financiers par devises est la suivante :

Euros :	en K€	6 353
CHF :	en K€	837
PLN :	en K€	91

14. Gestion du capital

La politique du Groupe consiste à maintenir un financement par capitaux propres important, afin de soutenir le développement futur de l'activité. Le Directoire sous le contrôle du Conseil de surveillance, veille au niveau des dividendes versés aux porteurs d'actions ordinaires.

Le Groupe gère son capital dans l'esprit de rémunérer les actionnaires et d'assurer un équilibre raisonnable entre les capitaux propres et l'endettement financier.

L'endettement financier net tel que défini par le groupe correspond aux montants figurant au passif du bilan sous les postes emprunts et dettes financières à long terme et emprunts et dettes financières à court terme, diminués de la trésorerie.

Le ratio d'endettement net de 1.17 en 2010 est passé à 1.02 en 2011.

Durant l'exercice, le Groupe n'a pas modifié sa politique en matière de gestion du capital.

Ni la société, ni ses filiales ne sont soumises, en vertu de règles extérieures, à des exigences spécifiques.